Rapport de la commission des sports et de la sécurité chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 28 janvier 2004 en vue de l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 300 000 francs destiné à:

- financer la manifestation Asphaltissimo 2004 – Festival de sports urbains – dans le cadre de la participation de la Ville de Genève aux Fêtes de Genève;
- répondre aux objectifs de la motion M-319 de MM. Pierre Maudet, Michel Ducret, Alain Fischer, Guy Dossan, René Winet, Bernard Lescaze, M^{mes} Michèle Ducret et Catherine Hämmerli-Lang, acceptée par le Conseil municipal le 4 décembre 2002, intitulée: «Pour un vrai soutien de la Ville aux sports de rue populaires»;
- répondre aux objectifs de la motion M-275 de MM. Damien Sidler, Gérard Deshusses et M^{me} Liliane Johner, acceptée par le Conseil municipal le 25 mai 2002, intitulée: «Marchons avec Genève Tourisme».

Rapporteur: M. Pierre Maudet.

Préambule

La commission des sports et de la sécurité s'est réunie sur cet objet les 11, 18 et 25 mars 2004 sous la présidence de M. Mathias Buschbeck.

Les notes de séance ont été prises par M^{me} Gisèle Spescha, que le rapporteur remercie pour son excellent travail.

Auditions

1. *Audition de M. Manuel Tornare, conseiller administratif chargé du département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement, et de M. Claudio Deuel, délégué à la jeunesse (jeudi 11 mars 2004)*

M. Tornare annonce que depuis deux ans le contact avec le comité des Fêtes de Genève s'est passablement amélioré. Il y a eu l'idée de la vaisselle écologique, puis on a demandé de ne pas s'emparer de tous les quais et de prendre des mesures pour éviter que les massifs floraux ne soient abîmés. Il y a maintenant une excellente collaboration, même s'il y a parfois des frictions. La Ville voulait proposer une petite manifestation pour les jeunes et pour les Genevois. On s'est aperçu, par le passé, que les jeunes qui erraient à l'intérieur du périmètre des

Fêtes de Genève pouvaient parfois donner lieu à quelques débordements. Il s'agissait donc de mieux canaliser leur énergie. C'est la raison pour laquelle on a proposé Asphaltissimo l'année passée, et cette manifestation a connu un grand succès. Pour cette année, on nous a demandé si nous voulions de nouveau organiser une telle manifestation. Le magistrat ajoute qu'il n'a pas voulu prévoir une ligne budgétaire. Le Conseil administratif a décidé de proposer au Conseil municipal de renouveler l'expérience cette année, en tenant compte de ce qui a été fait de bien. En conclusion: il est important que la Ville soit présente au niveau du sport de rue, pour occuper sagement la jeunesse, du moins celle qui aime le sport.

M. Deuel fait un bref historique. Asphaltissimo avait été envisagé en 2002 et réalisé devant l'esplanade des Vernets. Tout cela était dans l'optique de la collaboration avec le Service des sports. En son temps, les sports de rue étaient laissés de côté. Les jeunes n'avaient pas encore l'idée de se fédérer. Quand on est arrivé avec la Délégation à la jeunesse, on a voulu s'occuper de cela, car ce n'est plus seulement un phénomène de mode; on peut le constater avec le skate-park. L'année passée, les Fêtes de Genève ont abordé le Conseil administratif. Une commission s'est alors créée et a planché pour voir ce que cela pourrait donner. C'est ainsi que l'on en est venu à l'idée d'organiser Asphaltissimo dans le cadre des Fêtes de Genève. On a envisagé cette manifestation au début mai, alors qu'elle allait avoir lieu en été. Il était donc déjà tard. C'était donc une aubaine de pouvoir organiser cette manifestation sur la place du Rhône. M. Deuel propose alors à la commission de montrer un petit film de dix minutes sur ce qui s'est fait. Cela a été un énorme succès. Ces jeunes sont de vrais sportifs, et c'est très important de montrer au reste de la population ce que ces jeunes peuvent faire. Quelques inconvénients: le service des poubelles était mal organisé, de sorte que tout a été mélangé. Cette année, il faut améliorer ce point. Par ailleurs, on fera un peu moins de musique, car, pour les commerçants, c'était un peu beaucoup l'année dernière. On a fait une expérience en fin de journée: deux ou trois spectacles de rue. C'est sympathique et cela fait moins de bruit. Un week-end, il y aura du basket de rue, 3 contre 3, comme c'est pratiqué dans sept salles de gym de la Ville. Le reste du temps, tous les sports de rue sont présents: roller, in-line, patin à quatre roues, skate-board, vélo acrobatique, etc.

Le président propose alors que les commissaires posent d'abord leurs questions et, s'il reste du temps, la commission visionnera le film.

Trouvant que la collaboration avec Genève Tourisme est quelque chose d'un peu annexe, un commissaire demande comment tout cela va être intégré dans les Fêtes de Genève.

M. Deuel admet que la place du Rhône, c'est un peu une annexe, géographiquement. Il ajoute qu'il ne peut pas s'engager sur des événements fermes avec les Fêtes de Genève, car il n'a pas encore l'argent. L'année dernière, la Délégation à

la jeunesse a participé aux conférences de presse des Fêtes de Genève, mais elle était un peu tard. Cette année, on est un peu plus tôt et on est en constante discussion avec la programmation, notamment musicale. M. Deuel ajoute qu'il étudie la possibilité, pour la Délégation à la jeunesse, de faire un char à la Lake Parade. (C'est un scoop!) Il fait aussi savoir qu'il a imposé deux ou trois choses: il ne voulait pas les mêmes sponsors, produits et prix que ceux des Fêtes de Genève, car la Délégation à la jeunesse s'adresse à un public beaucoup plus jeune. Il faut donc pratiquer des prix jeunes, selon lui. M. Tornare ajoute qu'il faut si possible qu'il n'y ait pas d'alcool. M. Deuel dit qu'il a refusé Red Bull, car il y a beaucoup de caféine et cette boisson est souvent mélangée à de la vodka. La bière est la seule boisson alcoolisée acceptée. M. Tornare affirme que son département n'a pas de problème avec Genève Tourisme. M. Deuel fait savoir que c'est Genève Tourisme qui a demandé à la Délégation à la jeunesse si elle était d'accord de revenir cette année.

Un second commissaire se réjouit d'entendre parler de ce projet pour les Fêtes de Genève. Il demande toutefois s'il serait possible de prolonger ces installations et de les étaler plus longtemps sur les mois d'été.

M. Deuel répond que c'est quasiment impossible, car cette place est fortement occupée. On doit alors déplacer la station de taxi. Un prolongement de ces manifestations serait mal perçu par les commerçants, et on ne veut pas créer de problèmes. Le coût de la location en serait fortement augmenté, et le délégué à la jeunesse dit ne pas avoir les forces nécessaires, notamment pour la surveillance.

Le commissaire demande alors si la Délégation à la jeunesse collabore avec le Service des sports pendant l'été, notamment pour des semaines avec roller ou autres sports de rue.

M. Deuel dit que ce n'est actuellement pas le cas. La collaboration s'arrête aux Fêtes de Genève. Comme tout n'est pas encore définitif, on ne peut pas aller trop loin. Cependant, une manifestation comme celle-là sera coorganisée avec le Service des sports.

Un autre commissaire trouve dommage de mettre moins de musique, car, s'il n'y a que du sport, il n'y a que les sportifs qui se retrouvent. Les jeunes tiennent à avoir de la musique.

M. Deuel précise qu'il y aura tous les jours un événement musical, mais pas de la musique toute la journée. Un concert et, si possible, un avant-concert, concentrés sur la soirée. Quoi qu'il en soit, il y aura de la musique!

Un commissaire constate que la Ville s'engage sur deux principes. Premièrement, offrir une tribune aux jeunes et, deuxièmement, prévenir. Cependant, pour le deuxième principe – la prévention – quels moyens se donne la Délégation à la jeunesse?

M. Deuel dit que, pour la Délégation à la jeunesse, tous les sports qui sont pratiqués dans le cadre de la Ville constituent un outil de travail en vue de la prévention. Avec cet outil, nous entrons en contact avec les jeunes, et c'est comme cela que nous faisons de la prévention. Il affirme que l'on ne verra aucun jeune sans protection; c'est aussi un moyen de prévention, de précaution. Pas moins de 40 personnes environ sont mobilisées pour ce type de manifestation. Tout ce monde est en contact avec les jeunes. Ce sont les jeunes eux-mêmes qui participent à l'événement, ils se préparent ensemble, et c'est là que l'on peut faire passer les messages de prévention: alcool, tabac, etc.

Un autre commissaire demande à combien se montait le budget l'année dernière.

M. Deuel répond que c'était le même que cette année. Cependant, cette année, il sera disposé autrement, la place sera organisée différemment. Pour cette année, il avait l'idée de faire venir l'Arteplage du Jura, mais cela n'a pas été possible. Il a donc dû renoncer.

Un commissaire demande si les étrangers à Genève pourront également participer.

M. Deuel fait savoir que ce sera possible. Genève accueille cette année un groupe de 30 jeunes Américains qui parlent français. Ceux-ci seront intégrés.

Le commissaire précise qu'il parlait, par exemple, des jeunes d'Annemasse ou de France voisine, et il demande s'il faudra s'inscrire.

M. Deuel répond que, pour les tournois, il faudra effectivement s'inscrire. Pour les autres manifestations, il y aura le libre accès. Les manifestations seront ouvertes aux amateurs et aux sportifs chevronnés, du gamin de 5 ans jusqu'au champion. L'année dernière, on a même vu des familles entières débarquer, dès 10 h du matin.

Un commissaire aimerait savoir pourquoi la Délégation à la jeunesse ne serait pas aidée par des sponsors et demande ce qu'il en sera de la circulation.

Pour les sponsors, M. Deuel précise que, pour les Fêtes de Genève, c'est Heineken, Mac Donald's. La Délégation à la jeunesse va en chercher d'autres, par exemple Rivella. C'est clair qu'elle va essayer d'avoir un peu de soutien, mais pas de n'importe qui. L'année dernière, on avait les Chaussures Aeschbach, mais c'est un énorme travail de trouver des sponsors. Par ailleurs, la délégation aimerait aussi soigner la décoration. Quant à la circulation, ce sera comme l'année dernière. Seuls passeront les taxis, le petit train et les vélos.

Un commissaire est d'avis que, pour ce qui est de la prévention, on pourrait en dire autant pour toutes les activités sportives à Genève. En fonction de toutes les

démarches faites, le département des sports et de la sécurité connaît ce genre de choses. Il aimerait savoir si la Délégation à la jeunesse a travaillé en collaboration avec le département des sports et de la sécurité.

M. Deuel dit que la Délégation à la jeunesse a collaboré. Cependant, comme elle est arrivée tard, cela n'a pas été très loin. Cette année, la collaboration sera renforcée. Pour 2005 et 2006, la collaboration sera alors totale. Pour les «juges», M. Deuel explique qu'il y a un autoarbitrage. Pour le concours de planche à roulettes, il y a un jury de quatre ou cinq personnes, mais tous les concurrents votent aussi pour les autres. M. Tornare ajoute qu'il faut voir aussi à quelle population on s'adresse. Celle de la délégation est plus volubile que celle du Service des sports. L'encadrement qui est fait à la Délégation à la jeunesse n'existe pas forcément au Service des sports. En ce qui concerne le sponsoring, M. Tornare dit que c'est plus difficile de l'obtenir. Il fait savoir que, pour les deux premiers festivals des arbres, on a obtenu environ 850 000 francs; au Grand Théâtre, on obtient environ 650 000 francs. Il y a donc une petite crise au niveau du sponsoring. Par ailleurs, on ne veut pas matraquer les jeunes avec certains sponsors, car certains sont douteux pour la jeunesse (alcool, tabac).

Un commissaire relève que l'encadrement et l'organisation, notamment les postes 2 et 4, sont assurés par la Délégation à la jeunesse. Pour le reste, il demande ce que représentent les sommes indiquées dans la proposition du Conseil administratif.

M. Deuel lui répond qu'il y a à peu près la moitié du team de la Délégation à la jeunesse qui y travaille. On engage des moniteurs en plus. A travers la Boîte à boulot, on va trouver des jobs pour la jeunesse. Il faut compter 50 000 francs en tous les cas. Il relève que, pendant ce temps-là, on a aussi les chaises longues dans les parcs. M. Tornare affirme aussi que l'action des chaises longues a un effet de prévention et de contrôle. On a en effet constaté, depuis le début de cette action, qu'il y a moins de dégradations dans les parcs municipaux.

Un autre commissaire ne voit pas tellement la collaboration entre la Délégation à la jeunesse et le Service des sports. Il estime que, finalement, la commission des sports et de la sécurité auditionne la Délégation à la jeunesse, puisque c'est un projet piloté par elle. Cela entretient le flou artistique. A son avis, il faudrait créer un nouveau département, qui engloberait sport et jeunesse. Il demande alors si on trouvera à l'avenir une ligne budgétaire de 300 000 francs pour cette manifestation.

M. Tornare répond par la négative et ajoute qu'il préfère revenir chaque année et défendre l'idée, sans quoi il pourrait peut-être y avoir une certaine lassitude, due à la routine budgétaire.

Le commissaire déclare alors qu'il faudrait peut-être se poser la question pour d'autres lignes, dans d'autres départements.

M. Deuel relève que, pour la Délégation à la jeunesse, le but ultime est que des jeunes reprennent à leur compte cette manifestation, c'est-à-dire qu'ils assument eux-mêmes l'organisation d'une manifestation de ce type. Pour le moment, on les aide, mais vouloir absolument pérenniser, pour l'instant, c'est trop tôt.

Soulignant le manque de temps, le président annonce que la cassette vidéo sera visionnée lors de la prochaine séance.

2. *Audition de MM. André Hediger, conseiller administratif chargé du département des sports et de la sécurité, et Yves Nopper, chef du Service des sports (jeudi 18 mars 2004)*

Avant l'arrivée du magistrat, un commissaire demande si c'est exprès qu'il ne soit pas prévu ce soir «discussion et vote». Le président répond par l'affirmative. En effet, la commission a demandé d'auditionner les jeunes bénéficiaires du crédit discuté, ce qui se fera jeudi prochain à 17 h 40. Le commissaire souligne qu'il faudrait que cet objet puisse être inscrit à la session plénière du Conseil municipal de mai.

M. Hediger rappelle tout d'abord qu'il y a eu une première expérience en 2002 pour les sports de rue, sur le terre-plein des Vernets, un samedi, à l'intention des maisons de quartier. M. Deuel avait demandé la collaboration du Service des sports. Cela a été une expérience assez intéressante, mais cette manifestation n'a pas attiré les grandes foules. L'expérience a été renouvelée l'année dernière, après négociation avec le comité des Fêtes de Genève. Il dit qu'il a passé une ou deux fois et qu'il a constaté qu'il n'y avait pas grand monde, mais c'était en semaine. Peut-être qu'il y a eu plus de monde le week-end. Quoi qu'il en soit, M. Deuel lui a dit que cela a été un succès important. L'année dernière, Asphaltissimo a reçu 100 000 francs de la Délégation à la jeunesse et 100 000 francs du Service des sports. Cette année, la Délégation à la jeunesse «récidive», avec le comité des Fêtes de Genève. Ce comité a en effet demandé si l'expérience allait être renouvelée cette année.

M. Nopper ajoute que la première édition s'est faite en étroite collaboration avec le Service des sports. M. Deuel a négocié l'emplacement avec lui. On a ainsi installé plusieurs rampes pour patins à roulettes en ligne. A l'entrée de la patinoire, il y avait l'agora. Par ailleurs, on a testé pour la première fois la patinoire en polyéthylène. Pour ce qui est de l'équipement, il a entièrement été financé par la Délégation à la jeunesse. Pour la deuxième édition, M. Nopper se dit plus réservé. On l'a avisé qu'il fallait trouver 100 000 francs du Service des sports. En contrepartie, ce dernier a eu droit à son logo sur l'affiche officielle. A noter que le Service des sports n'était pas dans le comité créé, mais cela n'enlève rien à la qualité de la manifestation.

Un commissaire demande alors si le Service des sports est, cette année, associé au processus.

M. Hediger répond qu'il n'a pas été associé au processus cette année et que rien n'est demandé au Service des sports. M. Nopper ajoute que lui non plus n'a pas été associé au processus.

Un autre commissaire voulait connaître le degré d'implication du Service des sports l'an dernier et cette année, en personnel, en matériel et en finances. Il a déjà eu une réponse partielle qu'il voudrait voir complétée.

M. Hediger précise que, à part les 100 000 francs, il n'y a rien eu; pas d'heures de personnel. M. Nopper fait savoir qu'il y a eu les samaritains, mais que cela ne pose aucun problème. Quand on organise une manifestation, soit on crée un comité, et chacun y va de ses prestations, puis on essaie de trouver des soutiens auprès des sponsors, soit on demande un crédit et on travaille en interne. Pour ce qui est de l'équipement dans le cas d'Asphaltissimo, il faut toujours le louer à l'extérieur, car le Service des sports n'a pas ce qui est nécessaire. Lorsque le Service des sports organise des manifestations, il le fait dans ses murs et avec son propre matériel. Pour Asphaltissimo, le Service des sports pourrait donner un coup de main, ou alors offrir des prestations secondaires, comme les samaritains.

Le commissaire demande alors si le fait de céder le dossier des sports de rue à un autre département a fait l'objet d'une décision du magistrat.

M. Hediger lui répond que non. Il relève que son département développe le sport au sein de la jeunesse. Depuis quelques années, on développe aussi le sport de rue. M. Deuel connaît très bien les problèmes de la jeunesse. Il avait organisé Asphaltissimo pour les maisons de quartier. Mais il n'y a jamais eu de décision du Conseil administratif allant dans le sens que la délégation s'occuperait du sport de rue.

Un troisième commissaire relève qu'il a déjà posé la question dans un autre sens. Il demande si la proposition PR-326 a passé devant le Conseil administratif.

M. Hediger lui répond par l'affirmative.

Le commissaire demande au magistrat s'il la lue, car il relève qu'en page 2 il est dit: «Sur proposition du groupe de travail formé par le Conseil administratif». Y a-t-il eu un tel groupe de travail?

M. Hediger répond qu'il n'y a pas eu de groupe de travail et que son département n'a pas été tenu au courant.

Le commissaire relève qu'il est mentionné que «la réussite de l'opération s'est faite grâce à l'engagement du Service des sports». S'il a bien compris, ce service a été «taupé»?

M. Hediger dit que les samaritains ont également été mis à disposition.

Le commissaire se demande alors pourquoi cette proposition n'a pas été renvoyée à la commission sociale et de la jeunesse, puisque le département des sports et de la sécurité n'a rien à y voir et puisque c'est un crédit particulier.

M. Hediger répond qu'il est d'accord.

Le commissaire remercie le magistrat de sa réponse en ajoutant que, cette fois, c'est clair.

M. Hediger dit qu'il n'a pas voulu revendiquer la manifestation et que c'est difficile de s'y opposer.

Le commissaire demande au magistrat comment il voit à l'avenir cette manifestation, ainsi que d'autres, et l'empiètement sur le sport. Il relève qu'il a suggéré de créer une nouvelle entité, car ce n'est plus toujours très évident de suivre qui fait quoi. Il donne l'exemple des panneaux de basket.

M. Hediger reparle de l'histoire des panneaux de basket. Pour ce qui est de l'avenir, il estime que le sport de rue revient au Service des sports. La Délégation à la jeunesse s'occupe d'autres problèmes. Il dit qu'il a été lui-même, à l'époque, dans des maisons des jeunes, des maisons de quartier. Tout ce qui est sport, c'est le Service des sports qui doit s'en occuper! C'est un complément au mouvement junior, au sport de rue. Il relève que le sport de rue existait autrefois. En effet, les jeunes jouaient dans la rue, lorsqu'il n'y avait pas encore autant de voitures.

Le commissaire conclut donc que, pour le magistrat, cette manifestation devrait être organisée par le Service des sports.

Un autre commissaire estime que, en termes d'impact et par rapport à l'image, l'opération, d'un montant de 300 000 francs, est très onéreuse comparée au prologue du Tour de Romandie.

M. Hediger dit que ce que la Ville verse comme subvention correspond à l'achat du prologue. Cependant, il y a de nombreuses choses à ajouter pour avoir le coût total de la manifestation, même si l'on organise soi-même. Dans le cas d'Asphaltissimo, cela coûte cher, car il faut louer l'infrastructure à l'extérieur.

Le commissaire dit qu'il veut parler de l'impact. Le Conseil administratif en a-t-il parlé?

M. Hediger répond que non, pas du tout. On a estimé que c'était important d'avoir un emplacement pour les jeunes au sein des Fêtes de Genève.

Le commissaire relève que, tout à coup, on ne compte plus.

Un commissaire dit qu'il a demandé si, en parallèle à cette demande de crédit, le Service des sports collaborait avec les éducateurs de rue pour des manifestations en vue de la prise en charge des jeunes pendant les deux mois d'été, et qu'on lui a répondu que oui.

M. Nopper dit que c'est peut-être un projet dans l'esprit de M. Deuel, mais que les deux ne marchent pas sur les mêmes plates-bandes. Quand l'Etat a ouvert une permanence à côté du skate-park, le Service des sports a fait de la promotion pour ses activités. Cependant, les deux services n'ont pas le même public, c'est là qu'ils sont complémentaires. Pour les écoles de sport, l'été, il faut s'inscrire, arriver à l'heure, etc. Ce que fait M. Deuel, c'est différent, c'est plus un complément. A la patinoire de quartier, la collaboration s'est très bien faite. Les deux services ont mené le projet du début à la fin. On le voit aussi dans les discos qui sont organisées à la patinoire. Le Service des sports met à disposition la patinoire, et l'animation est assurée par les maisons de quartier. Il ne faut pas opposer les deux choses, mais les mettre en complément. Il ajoute que les deux services n'ont pas la même mission. M. Hediger dit que le Service des sports a travaillé avec M. Deuel quand il y a eu les manifestations de basket. On a créé un comité quand on a organisé le streetball à la place du Rhône.

Un commissaire est d'avis que c'est extrêmement important de donner un lieu pour les jeunes. Il y a un travail interne très important. La jeunesse, ce n'est pas que du sport, et vice versa. On peut attendre qu'il y ait une collaboration systématique. Il faudrait donc que cette complémentarité soit systématique. On pourrait d'ailleurs dire la même chose pour tout le monde, pour les personnes âgées, par exemple. Pour lui, il est évident que le Service des sports devrait collaborer à Asphaltissimo, afin d'assurer une meilleure réussite. En effet, personne n'est de trop, notamment pour la promotion, etc. On a donc tout avantage à se mettre ensemble dans ce genre de projet.

Un autre commissaire ne cache pas qu'il n'aime pas se sentir manipulé. M. Deuel a dit à la commission que la collaboration serait renforcée et qu'elle serait totale pour 2005.

M. Hediger affirme que l'on n'est pas sur cette voie. On a certes collaboré pour d'autres manifestations, mais pas pour Asphaltissimo. M. Deuel a repris le projet de l'année dernière, et puis voilà.

Le président constate qu'il n'y a plus de questions. Il remercie le magistrat et son collaborateur d'être venus et prend congé d'eux.

Un commissaire dit que ce qui le dérange, c'est que les réponses sont totalement différentes de la semaine dernière à aujourd'hui. C'est là un véritable problème. Dans la proposition, il est écrit: «Sur proposition du groupe de travail formé par le Conseil administratif (voir décisions du Conseil administratif du

18 décembre 2002 et du 7 mai 2003)», et le conseiller administratif chargé du département des sports et de la sécurité dit qu'il n'a jamais été associé à cela.

Le commissaire aimerait donc avoir une copie ou un extrait des décisions en question, pour voir ce qui a été dit. Tout ce qui s'est dit n'est pas normal. La commission des sports et de la sécurité doit faire son travail et mettre des limites, sans quoi ce genre de cas va se reproduire. Il faut avoir un vrai débat et se demander qui fait quoi, notamment par rapport aux sports de rue. Par ailleurs, il faut absolument qu'il y ait une collaboration. On peut se demander si tout cela provient du fait qu'il y a peut-être mésentente entre les conseillers administratifs.

Un autre commissaire dit qu'il ne faut pas faire le débat maintenant. S'il y a eu un groupe de travail, ils ont des preuves, par exemple des notes de séance ou autre.

Un commissaire verrait pour sa part une lettre. Pour le moment, c'est un problème interne, mais on peut s'étonner qu'il y ait des déclarations totalement différentes. Cela le gêne énormément, et il faut marquer le coup. Il pense que le président de la commission doit donc écrire une lettre au Conseil administratif.

Le président dit qu'il va faire part de l'étonnement de la commission et demander des explications.

Un commissaire est d'avis qu'il faut quand même avoir les décisions du Conseil administratif concernant la mise en place de ce groupe de travail.

Un autre commissaire affirme que c'est certain qu'il y a eu un groupe de travail, car il a bien fallu tout préparer. Ce qui est important, c'est de savoir qui en faisait partie.

Un commissaire répète qu'il est écrit que le groupe de travail a été formé suite à des décisions du Conseil administratif. Or, ce soir, le magistrat déclare qu'il n'était pas au courant. Le commissaire veut donc en avoir le cœur net.

Le président répète qu'il va demander des éclaircissements. Il rappelle que la commission recevra la semaine prochaine, jeudi 25 mars, des jeunes, en compagnie de M. Deuel. Il suggère aux commissaires d'éviter de poser des questions à ce sujet à M. Deuel, mais de les poser aux jeunes.

3. Audition de cinq jeunes impliqués dans l'organisation d'Asphaltissimo, accompagnés par M. Deuel, délégué à la jeunesse (jeudi 25 mars 2004)

Les commissaires visionnent tout d'abord le film sur Asphaltissimo 2003. Malgré des conditions peu adéquates pour 16 personnes, ce film a été très apprécié par les commissaires.

Il est demandé aux jeunes de se présenter:

- Florian Sallin, Swiss BMX (*bicycle motocross*) Freestyle (SBF);
- Eric Gabriel Edougue, moniteur (free basket);
- Damien Porcherie, Swiss BMX Freestyle;
- Jim Zbinden, Pulp68, skate;
- Claudio, travailleur social hors murs, à la base de l'organisation de cet événement.

Un commissaire demande si tout le monde est impliqué dans le projet cette année.

La réponse est négative. M. Deuel explique que l'on est dans la phase de pré-conceptualisation. On est en train de déterminer l'implantation et de voir ce qu'on peut avoir à disposition. Il précise qu'il n'a pas encore tous les feux verts. Les associations sont informées que la manifestation va de nouveau avoir lieu, mais la programmation commencera d'ici à un mois.

Un autre commissaire demande aux jeunes s'ils participent à des compétitions de BMX dans la région et au niveau suisse et s'ils vont dans d'autres villes.

M. Porcherie fait savoir qu'il y a des compétitions au skate-park de Plainpailais. Cette année, cela a bien marché. On a trouvé des sponsors. On organise des voyages pour aller participer à d'autres compétitions en Suisse ou ailleurs. M. Zbinden ajoute que les sports de rue sont en progression constante pour ce qui est des utilisateurs. Entre 1980 et 1985, c'était par vagues, il y avait donc des hauts et des bas. Maintenant, c'est toujours en progression. M. Edougue dit qu'à l'étranger il y a des ligues de streetbasket. Ici, cela vient gentiment. C'est un sport qui est à prendre au sérieux. A Asphaltissimo, il y a eu des personnes venant de Paris et d'autres villes de France. Ce sport prend de plus en plus d'importance.

Un commissaire demande s'il y a un lien entre les différents sports de rue. Il fait remarquer que, dans le film, on n'en a vu que certains.

Claudio explique que c'est un problème technique. En effet, il n'y a eu un cameraman que le deuxième week-end. Le film a donc été tourné «à l'arraché». M. Zbinden dit que l'on parle de «sports de rue», car, au départ, ils étaient pratiqués spontanément. Maintenant, il faut des structures. On se retrouve dans la dynamique de pratiquer ces sports et de les faire découvrir, de faire partager la passion. Claudio relève qu'il y a des spécificités à chaque discipline. Il y a une culture, une identité, une façon d'être pour les jeunes. M. Deuel ajoute que toutes ces disciplines s'autojugent. Pas de compétition très pointue, pas vraiment d'arbitre. Ce sont les concurrents eux-mêmes qui s'arbitrent. On n'est pas contre la compétition, mais on cherche l'entente entre les jeunes dans les différentes dis-

ciplines. M. Zbinden fait savoir que, si on devait organiser une manifestation, on aurait des structures propres à chaque discipline. Asphaltissimo met à disposition un bowl (rampe en forme de bol), ce qui fait que l'on a une structure que l'on peut tous utiliser.

Un commissaire dit qu'il n'a lui-même pas vu Asphaltissimo. On a vu dans le film que l'on y propose des démonstrations. Il aimerait cependant savoir ce que cela a apporté à la population.

M. Deuel précise que la manifestation a duré onze jours. Pendant tout ce temps, l'installation était ouverte au public en dehors des moments de démonstration et de compétition. M. Zbinden dit que l'on avait amené sur place les protections et différents objets. On a planifié des tranches horaires pour les très jeunes enfants, pour les ados, et d'autres pour les pros. Au commissaire qui demande aux jeunes s'ils avaient un rôle de moniteur, il répond qu'il y avait tout un encadrement. Claudio ajoute que deux maisons de quartier sont venues le matin, et on a fait des initiations. M. Edougue affirme alors que, pour le basket, c'était aussi ouvert à tout le monde. Il y a différentes catégories de joueurs.

Un autre commissaire aimerait savoir comment s'est organisé l'hébergement et s'il y avait des prix pour les compétitions. Claudio fait savoir que la Protection civile avait prêté ses abris aux Pâquis, ce qui a permis de pratiquer des prix bas. Les jeunes ont aussi pu y faire la fête, il y avait une très bonne ambiance. Tout s'est passé de façon très informelle; on était entre copains, en quelque sorte. M. Zbinden précise que ce sont des copains, car on les connaît, mais ça reste des professionnels. Claudio relève que ce n'est pas comme dans le marché de l'emploi. Il y a eu aussi des indemnités de 200 francs pour les prix. Cependant, les jeunes ne viennent pas forcément pour cela. Les invités recevaient des bons pour des repas et pour des boissons. Les prix étaient surtout constitués d'objets qu'on nous a donnés. Pour le grand événement de skate-board: un «price money» de 200 francs.

M. Zbinden précise que, chez les pros, le prix du week-end a été de 600 francs.

Une commissaire fait remarquer que l'on voit très peu de filles dans ce genre de sports ou de compétition. Comment l'expliquer?

M. Edougue dit qu'à Genève il y a en effet peu de filles, mais qu'à Paris on en voit beaucoup plus. Il y a tout de même des filles qui sont intéressées, mais c'est une histoire de culture. M. Porcherie relève que, pour ce qui est du BMX, c'est physique. Rien que le vélo pèse déjà 18 kg. Pour une fille, cela pose des problèmes. La culture fait aussi que les filles pratiquent beaucoup moins le BMX. M. Zbinden ajoute que pour la planche à roulettes, c'est pareil, car c'est très phy-

sique. Il y avait quand même des filles qui venaient au bowl. Tous ces sports ne sont pas interdits aux filles, c'est d'elles-mêmes qu'elles viennent moins. M. Deuel dit que l'on pouvait voir des filles surtout dans les stands. Ce sont elles qui faisaient la cuisine, et c'était excellent! Dans toute l'organisation, il y a finalement autant de filles que de garçons.

La commissaire demande alors si des filles ont été invitées parmi les semi-professionnels.

M. Edougue répète que le basket est ouvert à tout le monde. M. Zbinden fait savoir qu'il y a très peu de filles semi-professionnelles en Europe. M. Edougue dit que, même dans le basket, il y a peu de filles. Quand elles viennent, c'est plutôt pour regarder. C'est tout de même un milieu macho, car on peut s'écorcher, se faire mal. Claudio relève cependant que, dans les salles de gym où on pratique le basket, il y a pas mal de filles qui viennent. M. Porcherie ajoute que l'on a invité Karin, une jeune fille qui vient de Bâle. Elle a fait la démonstration et cela s'est très bien passé.

La commissaire voudrait savoir ce que les jeunes pensent de la culture que véhiculent ces sports urbains.

M. Edougue répond pour ce qui est du basket: ici, une grande partie des joueurs ont évolué en club, puis ils ont arrêté, soit de leur plein gré, soit parce qu'ils ont été obligés. En Italie, en France, à Paris, par exemple, le sport est beaucoup plus ancré dans les structures, cela fait partie des mœurs. Ils ont du plaisir à aller jouer dehors. Ici, ceux qui évoluent en club ont plus tendance à continuer. La plupart des gens qui ont arrêté fréquentaient le même genre de milieux. Dans les clubs, il y a une certaine structure, cela fait partie de la culture des clubs. Hors clubs, c'est moins structuré, et les jeunes ont peut-être davantage de liberté. Le streetball est un jeu d'équipe, mais les jeunes peuvent s'exprimer, c'est plus naturel, plus spontané, car il n'y a pas de contrainte. On ne les force pas à faire quelque chose de précis chaque fois. Cependant, c'est quand même structuré quelque part, mais chacun amène sa sauce. M. Zbinden dit, par rapport à la culture, que c'est vrai que, pour les ados, les préados et les postados, toutes ces disciplines que l'on appelle «sports de rue» sont importantes, car cela fait partie de leur vie. On ne se lance pas dans ces sports pendant un mois, puis on arrête. Cette passion, on la garde toute la vie. Il affirme que cela fait neuf ans qu'il ne peut plus pratiquer ces sports, pour des raisons médicales, mais qu'il restera accro toute sa vie. On défend une culture dans sa globalité: musique, art, sport. Autour de la pratique de ces sports urbains, on peut déclencher toutes sortes de vocations. Cela représente un véritable mode de vie. M. Edougue ajoute que c'est cosmopolite. Tout le monde se réunit pour parler de sport. D'où qu'on vienne, on parle le même langage. M. Zbinden affirme que certaines villes ont compris l'enjeu qu'il

y a à développer ces sports de rue, par exemple Barcelone. Quand quelque chose se passe là-bas, tout le monde descend dans la rue, car il y a une reconnaissance de cette culture. M. Edougue fait savoir que les jeunes viennent dans les salles, qu'ils se dépensent à fond, puis qu'ils y amènent des copains. Il y a toute une dynamique, et c'est cela qui est fantastique.

La commissaire se demande où sont les filles là-dedans. On voit beaucoup de filles dans la rue, mais peu dans les sports de rue. En fait, ce sont des sports par les garçons et pour les garçons. Chaque fois qu'elle passe à Plainpalais, elle constate qu'il n'y a pas de filles. Quand une collectivité publique investit de l'argent, il faut s'intéresser au public que l'on touche, et là ce n'est qu'une certaine partie de la population.

Claudio affirme que, dans ce genre de disciplines, les filles ne prennent pas de place, car elles ne veulent pas en prendre. A Asphaltissimo, il y a eu des défilés de mode, des séances de coiffure, etc., et là les filles se sont investies. M. Deuel partage le souci du commissaire. C'est vrai qu'actuellement, dans les salles, dans son équipe, il y a moitié hommes, moitié femmes, et on a le même souci. C'est la raison pour laquelle on va davantage se diriger vers la danse, le hip hop, car les filles apprécient plus ce genre de choses. Cette année, on va créer davantage de spectacles de rue, ce qui fait qu'on verra aussi des filles. Il faut reconnaître que le sport, quel qu'il soit, est moins pratiqué par les filles. M. Zbinden précise qu'Asphaltissimo est une manifestation qui a été créée autant pour les pratiquants que pour les spectateurs. Sur les gradins, il y a une grande mixité. Dans ces disciplines, les filles osent moins se montrer. S'il y a du monde, elles se retirent. M. Edougue relève aussi que, pour ce qui est du basket, les garçons ont un certain niveau. S'il y avait davantage de salles, on pourrait réserver certaines d'entre elles aux filles, car elles ne sont pas aussi pros que les garçons.

Un autre commissaire fait remarquer que la Ville de Genève met à disposition, pendant dix jours par année, une place, etc. Comment cela se passe-t-il pendant le reste de l'année? Il demande aux jeunes s'ils voient les gens de la Ville à d'autres moments.

M. Edougue dit qu'il est en contact toute l'année avec la Délégation à la jeunesse. Il y a tout un suivi. Quant à savoir si on dispose de suffisamment de structures, c'est là un long débat. Aujourd'hui, il y a la nécessité de créer de nouveaux lieux pour le BMX, pour le basket. Il faudrait que la Ville de Genève accorde davantage de place à ces sports. Grâce à Asphaltissimo, on arrive à faire changer le regard des gens par rapport à ces sports. Il ajoute que, même s'il a la maîtrise et l'écoute des pratiquants, il n'arriverait pas à ces résultats sans la Délégation à la jeunesse.

Le commissaire suggère de mettre davantage les filles en scène. Il donne l'exemple de l'Escalade. Dans les disciplines dont il est question ce soir, il y a

certainement des filles qui ont de la valeur. Il faut les montrer, et cela aura valeur d'exemple. Il demande aux jeunes ce qu'ils diraient s'ils devaient porter un regard un peu critique sur Asphaltissimo.

M. Edougue relève que, pour le basket, on peut s'autoarbitrer. Ce serait cependant mieux d'avoir une personne neutre. Le terrain était correct, mais il n'y avait pas de marques. A part cela, rien à signaler. M. Porcherie dit que, pour le BMX, trois juges désignés n'ont pas participé à la compétition. Sinon, rien à signaler. Seul point négatif, c'était en pleine période de canicule. Les températures étaient terribles et il a fallu arroser pour refroidir. Il ajoute que la seule chose qu'il regrette est qu'on ne puisse parler que d'un seul événement. Il faudrait pouvoir parler de dix cas! M. Edougue relève que cela faisait dix ans qu'on n'avait pas eu d'événement, aussi bien pour les filles que pour les garçons. Claudio fait remarquer que, pour les jeunes, le fait d'être au centre-ville a fait qu'ils ont été reconnus. Si on regarde l'historique, on voit qu'il y a dix ans, c'était dans la rue. Pour ce qui est des structures, c'est clair qu'il y a des carences en Ville de Genève. Cela fait longtemps qu'on discute d'un skate-park couvert. M. Deuel précise que c'est suite à l'affaire des halles de Tivoli que l'on en discute. Cela fait longtemps qu'il réclame un skate-park couvert comportant un bowl. Ce serait une excellente chose à Genève. Claudio fait savoir que les dealers viennent même au skate-park. Les jeunes occupent maintenant une usine. Ils y font des trucs dangereux, et on ne sait pas ce qui s'y passe. M. Zbinden relève, parmi les choses magiques qui se sont passées à Asphaltissimo, la mixité au niveau des âges, ainsi que des témoignages étonnants. Il était présent tous les jours et a eu beaucoup de témoignages de parents. C'est très important. A noter que ce sont des sports qui sont nés dans les années 1970 et qui se pratiquaient alors sans structure. Maintenant, on a plusieurs générations de pratiquants. M. Edougue dit que, le dimanche, on se marche dessus. Il faudrait vraiment avoir plus de salles. On pourrait alors faire quelque chose de plus structuré.

Un commissaire demande si, dans tous les événements organisés dans Asphaltissimo, il y a eu un message de prévention. Si oui, lequel?

Claudio affirme que l'on a rendu obligatoire la protection (casque) à l'intérieur du bowl, ce qui ne se fait pas à Plainpalais, car c'est un espace public. Pour ce qui est des «pétards», on a décrété que les gradins étaient non-fumeurs, ce qui a évité tout risque. C'est vrai qu'il y a eu des «pétards», le soir, sur la place du Rhône, pendant les concerts, mais, là, on ne peut pas empêcher. M. Deuel dit que l'on a fait la même chose à la Délégation à la jeunesse. C'était le seul site où la seule boisson alcoolisée était la bière. Claudio fait savoir que l'on a refusé l'entreprise Red Bull, car ils venaient avec de l'argent. Dans le privé, les sponsors sont Red Bull, des marques de cigarettes, Heineken, etc. A noter que l'on n'a jamais eu d'alcoops sur le site. M. Zbinden relève que les cigarettes et l'alcool sont

rejetés. La prévention a été faite et elle a été écoutée. Claudio affirme que les pros se protègent. Ceux qui ne se protègent pas, ce sont ceux qui débutent et qui veulent frimer. Il ajoute pour terminer que c'est important que ceux qui travaillent dans l'ombre puissent voir les politiciens. Il remercie donc la commission de les avoir invités. Il relève que, si on veut avoir des plus jeunes, de 15, 16 ans, il faut les faire venir le mercredi après-midi.

4. *Audition de M. Deuel, délégué à la jeunesse (jeudi 25 mars 2004)*

La commission souhaite éclairer diverses contradictions résultant des précédentes auditions.

Un commissaire demande quelles ont été les décisions prises par le Conseil administratif par rapport à Asphaltissimo et quand elles ont été prises. Il dit qu'il a demandé des extraits des décisions du Conseil administratif et les lit.

Un autre commissaire relève que la proposition pour cette année n'a pas été niée. Le problème provenait de celle d'avant.

Un commissaire relève qu'il a été dit que la collaboration a été intensifiée. Or MM. Hediger et Nopper ont dit qu'ils n'ont jamais été contactés.

M. Deuel rappelle qu'en 2003 il a été approché par les collaborateurs des relations publiques des cinq départements, dans le courant du mois d'avril. Il a alors pensé à Asphaltissimo. Il est allé voir M. Nopper et lui a demandé s'il voulait venir à la place du Rhône. Ce dernier a répondu que tout son personnel était occupé dans les piscines ou en vacances. Il a ajouté qu'il ne pouvait offrir que des samaritains. Ensuite, on a dû défendre le projet. Le Conseil administratif était présent in corpore. M. Hediger a dit qu'il pouvait octroyer 100 000 francs. Au début de cette année, M. Deuel a revu M. Nopper. Pour la petite histoire, M. Deuel fait savoir qu'il a fait figurer sur toute la publicité «Délégation à la jeunesse et Service des sports». M. Nopper a dit à M. Deuel qu'on lui octroierait un crédit, comme l'an dernier, mais qu'il ne pouvait pas faire plus. M. Deuel ajoute qu'il contactera une nouvelle fois M. Nopper, même si ce dernier a dit que, en été, cela n'allait pas pour lui. Ce qui fâche un peu M. Deuel, c'est quand M. Nopper écrit dans sa plaquette «sports de rue» et ne mentionne pas la Délégation à la jeunesse.

Un commissaire fait part de son incompréhension. M. Deuel est allé devant le Conseil administratif le 7 mai 2003. Quelle est donc la décision de décembre 2002?

M. Deuel dit que, à son avis, c'était le groupe de travail des cinq communicateurs qui devait voir ce que la Ville pouvait faire. Il ajoute que, pour lui, il va de

soi que, l'an dernier, la décision est tombée en mai. Pour sa part, il aimerait que ce soit un événement «Ville de Genève». Il faudrait que les apprentis, par exemple, puissent aussi s'investir dans cet événement.

Le commissaire fait remarquer qu'on ne savait pas de quoi on parlait. Il a été dit qu'il n'y avait pas de collaboration et il a aussi été dit que rien n'avait changé par rapport à l'année dernière.

M. Deuel affirme qu'il compte toujours renforcer la collaboration.

Le commissaire a une question annexe, qui concerne la commission des finances, par rapport aux cinq délégués à la jeunesse engagés en 2004. Est-il vraiment nécessaire de créer cinq postes de travail pour cinq personnes qui ne sont pas forcément en même temps au bureau et qui sont souvent à l'extérieur?

M. Deuel affirme que les travailleurs peuvent effectivement partager des postes et qu'il n'a pas vraiment besoin de postes supplémentaires.

Un commissaire n'est pas sûr d'avoir bien compris la philosophie par rapport au sponsoring. La manifestation va se dérouler en même temps que d'autres. Vouloir immuniser un endroit de la ville au milieu de Genève contre certaines publicités lui paraît louable, mais assez vain. A son avis, si des sponsors souhaitent participer à la manifestation, c'est dommage de se priver des sous qui arriveraient.

M. Deuel dit que les jeunes ne veulent pas entrer dans ce jeu. On travaille toute l'année avec eux et on a une politique sur l'ensemble de l'année: on refuse l'alcool. Ce n'est pas antisponsoring. On sait que le Red Bull est souvent consommé avec la vodka, et c'est pour cela qu'on refuse cette publicité. On essaie d'avoir un discours et des échanges avec les jeunes, car on veut garder un rôle préventif.

Le commissaire aimerait savoir quels sont les sponsors engagés aux côtés de la Délégation à la jeunesse au cours de l'année.

M. Deuel dit que, l'an dernier, les sponsors ont donné des prix. La Fédération internationale de basketball, dont le siège est à Genève, a sponsorisé la manifestation l'an dernier. Il y a aussi eu les Chaussures Aeschbach. On cherche à avoir au moins les prix auprès des sponsors.

Le commissaire demande, par rapport au budget présenté dans la proposition, quelle partie devrait être couverte, quel pourcentage, en somme.

M. Deuel répond que c'est difficile à dire. Il y a deux façons de chercher des sponsors: le faire soi-même ou confier cette mission à une maison spécialisée, qui prend au passage 30 à 40% de commission. Le sponsoring de la brochure a per-

mis de financer la brochure. Ce sont souvent des maisons qui sponsorisent les pros, par exemple pour le BMX.

Un commissaire se dit d'accord avec les jeunes de refuser la publicité concernant les cigarettes et l'alcool. Même s'il s'agit d'un îlot au milieu de la ville, ce n'est pas une raison pour succomber, sous prétexte que cela rapporte de l'argent. La publicité a besoin de support et d'identifier le produit avec le client potentiel. La Ville de Genève s'engage sur la prévention, donc il ne faut pas entrer dans ce jeu.

M. Deuel quitte la séance une fois toutes les questions des commissaires épuisées.

Discussion générale

Revenant sur sa question précédente, un commissaire précise que ce n'était pas pour dire à M. Deuel de profiter de la publicité pour les cigarettes et l'alcool. Il lui a demandé quelle était sa politique. On peut se fixer comme ligne de conduite de ne pas admettre certains sponsors. C'est autre chose de se dire qu'on veut une manifestation mixte, donc que la manifestation en question soit financée à un quart ou un tiers par des sponsors. Il ajoute qu'il ne sait toujours pas si on vote un crédit de 300 000 francs qui ne sera utilisé qu'à hauteur de 100 000 francs, car on cherchera des sponsors. Par ailleurs, il reste perplexe quant à la philosophie générale du sponsoring de cette manifestation.

Un autre commissaire dit souscrire à l'objectif, mais estime que le coût de 300 000 francs n'est pas donné. En recherchant des ressources, on pourrait diminuer ce coût. A noter qu'il y a 50 000 francs d'encadrement. En plus, le budget n'est pas particulièrement détaillé. Pour sa part, il reste sur sa faim par rapport au crédit demandé. Il pense qu'on pourrait faire la même chose à moindre coût.

Un commissaire relève que l'on sait que les commerçants se sont plaints du bruit et des nuisances. Pour lui, le lieu de cette manifestation n'est pas adéquat, ce d'autant plus que la place du Molard restera fermée plus longtemps que prévu. Il n'est pas persuadé que les travaux seront terminés pour les Fêtes de Genève. Il ne peut pas cautionner cette proposition pour diverses raisons: montage financier, emplacement, but recherché. Il ne va pas voter une proposition comme celle-là, entre autres aussi parce qu'on a annoncé des déficits au niveau de la Ville.

Un autre commissaire fait part de sa perplexité quant au montage financier. Il est moyennement convaincu par le poste 3, «Animations», et le poste 4, «Organisation». Il a aussi de la peine avec le montant total. Il a exprimé sa position quant aux sports de rue. Il proposerait un financement mixte, des propositions «plus

chrétiennes», soit davantage partagées entre un financement privé et public. Il propose donc un amendement: moins 100 000 francs, c'est-à-dire suppression du poste 3 et diminution de moitié du poste 4 figurant dans la proposition.

Un commissaire voit que, dans le cadre des ressources nécessaires à l'organisation de la manifestation, on ne s'est pas beaucoup posé la question du recours aux bénévoles, et c'est dommage. La part du travail des bénévoles devrait pourtant être importante, car c'est le cas ailleurs. Dans le poste 4, en ce qui concerne les moniteurs, on pourrait s'attendre à ce qu'il y ait un certain nombre de bénévoles. Cet aspect n'a pas été mis en avant. A quoi est-ce que cela tient?

Un autre commissaire est fâché des propos qu'il entend. En effet, le département des sports et de la sécurité n'est pas ce qui pèse le plus lourd dans le budget de la Ville. Il estime qu'à Genève on n'en fait pas assez dans le domaine du sport. S'il y a quelque chose qui participe de la prévention, c'est bien le sport. Les jeunes se battent sur le terrain du «pétard» et, en face, on se demande pourquoi on n'accepte pas l'argent de ceux qui prônent la cigarette. Ce n'est pas un problème de gauche ou de droite. L'alcool et la cigarette sont des fléaux pour les jeunes. Ainsi, 300 000 francs pour ce genre de manifestation, c'est peu de chose. Les jeunes ont d'ailleurs dit ce soir que beaucoup plus de choses se font ailleurs, en France ou dans d'autres pays.

Un commissaire déclare qu'il votera ces 300 000 francs. Il pense que ces manifestations sont bénéfiques et que les organisateurs ont besoin d'être soutenus.

Une autre commissaire est d'avis qu'il ne faut pas supprimer la musique, sinon il n'y aura personne qui viendra à Asphaltissimo. Elle relève que ceux qui veulent supprimer la musique sont les mêmes qui rouspètent en disant que les jeunes abîment les pelouses aux Fêtes de Genève.

Un commissaire estime qu'on peut avoir une réflexion qui va plus loin. Le sport est aussi un domaine qui fonctionne sur le bénévolat. A subventionner avec des sommes importantes, on va peu à peu démobiliser les bénévoles. On a pu constater ce phénomène, par exemple pour des concerts. Il faut donc en tenir compte. Pour sa part, il ne veut pas donner une dimension politique. Cependant, il maintient son amendement de moins 100 000 francs. Par ailleurs, il avait demandé un document écrit détaillant le budget de la manifestation, document qu'il n'a toujours pas reçu.

Un commissaire se dit d'accord quand on dit qu'on ne fait pas suffisamment pour le sport à Genève. Cependant, le magistrat des sports n'a pas reconnu Asphaltissimo comme un événement. L'intervenant dit qu'il ne faut donc pas lui demander de cautionner le magistrat.

Un commissaire tient à répéter qu'il n'a jamais dit qu'il souhaitait que cette manifestation soit soutenue par des sponsors liés à des fabricants de cigarettes ou d'alcool.

Un autre commissaire a une intervention technique à faire. Il a été demandé un détail sur la proposition de crédit et la commission n'a pas reçu ces renseignements. Serait-il possible d'attendre d'avoir ce document avant de voter? Certains seraient intéressés par le détail du budget.

On relève que le seul ennui est qu'il y a une question de délai qui se pose. Si on repousse le vote à la prochaine séance, cet objet ne passera au Conseil municipal qu'en juin.

Un commissaire dit que le rapporteur pourrait peut-être faire un rapport oral.

Un commissaire pense qu'il faut voter, rien que pour des questions de délai. Cela motivera peut-être certains. Pour sa part, il suivra l'amendement portant sur moins de 100 000 francs. Si cet amendement est refusé, il s'abstiendra sur le vote global.

Une commissaire déclare qu'elle refusera la proposition d'amendement, car elle n'a pas le détail du budget. Sur le fond, on ne peut pas juger de sa pertinence, mais, avec les chiffres donnés ici, on ne peut pas, à son avis, prendre une position sage.

Un autre commissaire dit qu'il faut relancer le magistrat pour avoir ce document. Il faut insister auprès de M. Tornare et lui dire que, s'il veut son crédit, il doit donner le détail.

Note du rapporteur: Le document est joint au présent rapport.

Votes

Mis aux voix, l'amendement de moins 100 000 francs est refusé par 7 non (3 S, 2 Ve, 1 AdG/SI, 1 T) contre 7 oui (2 UDC, 3 L, 1 R, 1 DC).

Mise aux voix, la proposition PR-326 est acceptée par 7 oui (3 S, 2 Ve, 1 AdG/SI, 1 T) contre 5 non (2 UDC, 3 L) et 2 abstentions (1 R, 1 DC).

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les motions M-319 et M-275, acceptées par le Conseil municipal;
sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 300 000 francs destiné à financer la participation de la Ville à Asphaltissimo 2004.

Art. 2. – La dépense prévue à l'article premier sera financée par une économie équivalente dans le budget de fonctionnement 2004 de la Ville de Genève ou par un revenu supplémentaire équivalent.

Art. 3. – La charge mentionnée à l'article premier sera imputée au compte de fonctionnement 318610 «Organisation d'événements» de la Délégation à la jeunesse.

Annexe mentionnée